

Connaissez-vous la politique, Madame la Ministre?



Pour une plus grande présence des femmes dans les instances décisionnelles et d'influence

Campagne à l'intention de la ministre responsable de la Condition féminine au Québec

« Les transformations sociales nécessaires à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes ne pourront s'opérer sans que les femmes ne participent aux changements souhaités, de l'intérieur même des structures actuelles du pouvoir. Le gouvernement a la ferme volonté d'accroître le nombre de femmes occupant des postes de commande aux paliers local, régional et national. »

- Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2007-2017, p. 76

Force est de constater que 75 ans après l'obtention du droit de vote et d'éligibilité des femmes au Québec (rappelons que cela n'incluait pas toutes les femmes, c'est en 1969, que les femmes autochtones obtiennent ce droit au Québec), elles demeurent minoritaires dans les postes décisionnels et les postes de direction. Contrairement à un mythe souvent véhiculé ce n'est pas parce que les femmes ne s'intéressent pas à la politique, mais ce sont plutôt des obstacles d'ordre systémique qui freinent la participation des femmes aux sphères de pouvoir. Il reste un sérieux travail à faire au sein des structures politiques afin qu'elles soient réellement inclusives pour toutes les femmes et pour que la représentation politique reflète leur diversité et leurs réalités.

Quelques faits¹ :

- La représentation des élues à l'Assemblée nationale du Québec plafonne autour de 30 % depuis les années 2000.
- Les quotas, soit instaurés par les partis, soit exigés par la loi, ont permis dans plusieurs pays des percées impressionnantes et rapides pour les femmes, en vue de l'atteinte de la parité.
- Les élues, tant au fédéral, au provincial qu'au municipal n'ont pas droit aux congés de maternité/parentalité.
- Selon l'ONU, un pourcentage minimal de 30% est nécessaire pour que les groupes discriminés puissent exercer leur influence, faire entendre leur réalité et faire en sorte de faire voter des lois qui tiennent compte de leurs intérêts.

Le gouvernement a-t-il toujours cette ferme volonté de s'engager? Nous pouvons nous permettre d'en douter lorsqu'il coupe le programme *À égalité pour décider* qui vise à accroître et soutenir la représentation des femmes dans les sphères de pouvoir, en plus de réduire significativement les budgets (déjà maigres) du Conseil du statut de la femme et du Secrétariat à la condition féminine.

Les femmes de toutes les régions du Québec : au cœur de l'action, au cœur des décisions!

¹ SURPRENANT, Marie-Eve. *Manuel de résistance féministe* : remue-ménage, 2015, pp. 140-147.